

MARCHE MONDIALE DES FEMMES



## LES RÉPONSES GOUVERNEMENTALES AUX REVENDICATIONS DE LA MARCHÉ

### PAIX ET DÉMILITARISATION.

#### **Rappel de nos demandes.**

Nous dénonçons la militarisation de notre société en revendiquant le **retrait immédiat des troupes canadiennes en Afghanistan** par le gouvernement du Canada et en appelant le gouvernement québécois à **interdire le recrutement militaire** dans les établissements scolaires.

#### **Fin du recrutement militaire dans les établissements d'enseignement**

##### **Réponse du gouvernement :**

Cette responsabilité relève du gouvernement fédéral dont la Loi sur la Défense nationale prévoit une amende pour toute personne qui entrave le recrutement des Forces canadiennes. Mme St-Pierre dit publiquement qu'une carrière dans l'armée est une carrière comme une autre.

### BIEN COMMUN ET ACCÈS AUX RESSOURCES

#### **Rappel de nos demandes :**

Avec la destruction insidieuse de nos services publics, outils essentiels à l'atteinte de l'égalité, nous luttons contre la privatisation et la hausse de la tarification des services publics, notamment en santé et en éducation. Nous voulons aussi protéger l'eau et l'air de la marchandisation.

#### **L'arrêt du privé en santé**

##### **Réponse du gouvernement :**

Nous n'utilisons le privé que de façon ponctuelle pour maintenir l'accessibilité des services. L'État a l'intention de maintenir et de renforcer le système public de santé et de services sociaux.

#### **Éducation : L'arrêt immédiat des frais exigés aux parents du primaire et du secondaire**

**Réponse du gouvernement :** Statut quo

### **Le gel des frais de scolarité des études post-secondaires**

#### **Réponse du gouvernement :**

Tel qu'annoncé au moment du budget Bachand, les frais de scolarité seront haussés.

### **La couverture adéquate des frais de subsistance (prêts et bourses)**

#### **Réponse du gouvernement :**

Le gouvernement réitère son intention d'indexer ces montants.

### **La prise en compte des pensions alimentaires pour enfants**

#### **Réponse du gouvernement :**

Bonification de l'exemption prévue pour 2011-12 (déjà annoncé).

### **Reconnaître l'eau comme droit fondamental dans l'ALENA**

#### **Réponse du gouvernement :**

Les premiers ministres des provinces et des territoires ont adopté une charte de l'eau. Par ce texte, les signataires s'entendent sur la nécessité de travailler ensemble, notamment pour renforcer la conservation et la qualité de l'eau. Ils s'engagent aussi à adopter toute mesure opportune pouvant répondre à cet objectif.

### **La nationalisation de l'énergie éolienne.**

#### **Réponse du gouvernement :**

Il privilégie le secteur privé et les règles actuelles favorisent des retombées économiques pour les communautés.

## **AUTONOMIE ÉCONOMIQUE**

### **Rappel de nos demandes :**

Pour réduire les écarts entre riches et pauvres et pour instaurer une meilleure justice économique, nous défendons l'accès à un  **salaire minimum**  de 10,69 \$ de l'heure, et nous revendiquons la  **fin des catégories à l'aide sociale**  qui perpétuent les préjugés à l'égard des personnes en les qualifiant de « méritantes » et de « non méritantes » et qui servent à justifier le maintien de certaines personnes dans une grande pauvreté.

### **Salaire minimum**

#### **Réponse du gouvernement :**

Le gouvernement avait déjà annoncé qu'il réviserait le salaire minimum annuellement et qu'il y a eu des augmentations régulièrement depuis 2003. Il ajoute qu'il préfère utiliser le panier de consommation à la place du seuil de faible revenu comme mesure de calcul.

### **Abolition des catégories à l'aide sociale**

#### **Réponse du gouvernement :**

Refus d'abolir les catégories à l'aide sociale, car il faut préserver l'incitation au travail et reconnaître l'existence, pour certaines personnes, de limitations fonctionnelles.

## VIOLENCE ENVERS LES FEMMES

### **Rappel de nos demandes :**

Devant les tentatives de la droite religieuse et politique de contrôler nos corps et de réduire notre liberté, nous revendiquons que le gouvernement du Canada garantisse le **droit inaliénable des femmes de décider d'avoir ou non des enfants**, ce qui implique le maintien et la consolidation des services d'avortement gratuits offerts partout au pays.

Avec la marchandisation grandissante du corps des femmes, nous exigeons du gouvernement du Québec qu'il **légifère sur les publicités sexistes** et qu'il mette en place dans les écoles, des **cours d'éducation à la sexualité** promouvant des rapports égaux dans une perspective non sexiste et non hétérosexiste.

### **Le maintien et la consolidation des services d'avortement gratuits**

#### **Réponse du gouvernement :**

L'accès rapide et sécuritaire à des services d'avortement gratuits est déjà largement acquis et n'est pas remis en question.

### **Cours d'éducation sexuelle**

#### **Réponse du gouvernement :**

Le gouvernement envisage d'introduire des séances d'éducation sexuelle obligatoires au primaire et au secondaire durant l'année scolaire

### **Légiférer sur les publicités sexistes**

Réponse du gouvernement : Une recherche pour cerner la problématique de la publicité sexiste. L'examen, par le ministère, des mécanismes d'autoréglementation de l'industrie actuellement en place, afin de vérifier leur fonctionnement, leur efficacité et les voies d'amélioration possibles.

## DROITS DES FEMMES AUTOCHTONES

### **Rappel de nos demandes :**

Nous exigeons la signature de la Déclaration internationale sur les droits des peuples autochtones par le gouvernement du Canada. Le Canada et les États-Unis sont les deux seuls pays au monde à refuser de signer cette déclaration.

### **Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones**

#### **Réponse du gouvernement :**

En faveur de l'adoption de la Déclaration avec réserves et conditions.